

Quand les présidents américains exploitent la journée du souvenir

Luc Benoit à la Guillaume,

Université Paris Ouest Nanterre La Défense

La journée du souvenir (*Memorial Day*) célèbre tous les ans à la fin du mois de mai les Américains morts pour la patrie. À l'origine consacrée au souvenir des morts de la guerre de Sécession, elle a acquis une portée plus générale depuis la Première Guerre mondiale. Depuis cette époque, cette journée rend hommage aux soldats tombés lors de tous les conflits. Elle donne souvent lieu à une exploitation à des fins politiques. Dès l'origine, la commémoration de la guerre de Sécession met en concurrence plusieurs interprétations du conflit et finit par accoucher d'une réconciliation entre le Nord et le Sud qui se fait aux dépens des Noirs, de leur histoire et de leurs droits. Plus récemment, des présidents américains choisissent parfois de se saisir de l'occasion pour évoquer un aspect du passé de la nation qui leur permet de relier le passé glorieux et le présent afin d'en appeler à l'unité nationale. Ainsi procédèrent Herbert Hoover en 1931, Lyndon Johnson en 1963 et en 1966, Reagan en 1984 et Barack Obama en 2012. Après avoir rappelé la genèse et l'évolution de *Memorial Day* pendant le demi-siècle qui a suivi la fin de la guerre de Sécession, il faudra en définir les caractéristiques génériques, que l'on retrouve dans chacun des discours prononcés. Puis, l'étude de quelques exemples permettra de mieux cerner les éléments de continuité mais aussi de changement, notamment dans le cas du traitement de la guerre du Vietnam. Enfin, on tentera de repérer les évolutions plus générales dont témoigne la pratique présidentielle de l'hommage aux morts le Jour du souvenir.

Genèse et évolution d'une journée de commémoration

Le traumatisme de la guerre de Sécession est à l'origine du *Memorial Day*, qui répondait à un désir profond et largement partagé de rendre hommage aux centaines de milliers de morts de ce conflit, comme l'indique l'historien Michael Kammen :

A desire to honor the memory of those who lost their lives during the war, and the cause for which they fought, surfaced swiftly and spontaneously right after the war in 1866 and '67. [...] The Grand Army of the Republic began to sponsor Memorial Day observances in 1868. Within a year thirty-one states had mandated the holiday. (Kammen, 102-3)

Cette cérémonie était aussi appelée *Decoration Day* car elle consistait, entre autres, à fleurir les tombes des soldats morts pendant la guerre et à exalter le souvenir du combat pour sauver l'Union. Au Sud, des cérémonies concurrentes furent rapidement mises en place. Les premières décennies qui suivirent le conflit furent en effet marquées par une concurrence de trois mémoires, qui évoluèrent avec le temps. Tandis que les nordistes prônaient la réconciliation et les sudistes défendaient la suprématie blanche, les Noirs célébraient l'émancipation. Le conflit entre les deux premières mémoires et la marginalisation de la troisième finit par conduire à une réconciliation entre soldats blancs qui exaltait la bravoure des combattants et jetait un voile pudique sur la question de l'esclavage (Blight, 2). Une fois passée la période de conflit ouvert avec le Nord pendant la Reconstruction, les Sudistes se mirent à prôner une vision qui permettait une réconciliation avec le Nord selon leurs propres termes (Foster, 66-70). Alors que les Noirs furent à l'origine de ce type de cérémonie en Caroline du Sud à Charleston le 1^{er} mai 1865 (Blight, 65), ils furent les principales victimes du processus de réconciliation nationale, qui trouva son aboutissement lors du cinquantenaire de la bataille de Gettysburg. Les Noirs n'avaient pourtant pas ménagé leurs efforts pendant la période de la Reconstruction. Ainsi, le grand abolitionniste noir Frederick Douglass ne cessa de répéter que la guerre de Sécession avait été une lutte idéologique pour l'émancipation lors des discours qu'il prononça, notamment au cimetière d'Arlington, lors d'une des premières commémorations du Jour du souvenir en 1871. Pour Douglass, la

réconciliation ne pouvait se faire au prix de l'oubli (Blight, 96). En dépit de son éloquence, c'est pourtant exactement ce qui finit par arriver :

The sectional reunion after so horrible a civil war was a political triumph by the late nineteenth century, but it could not have been achieved without the resubjugation of many of those people whom the war had freed from centuries of bondage. (Blight, 3)

En outre, le cinquantenaire de la bataille de Gettysburg donna lieu, sous les auspices d'un président originaire du Sud, Woodrow Wilson, qui venait de congédier une partie importante du personnel noir de la Maison-Blanche, à une célébration de l'unité retrouvée entre les soldats des deux camps, les « bleus » et les « gris ». De l'investiture du nouveau président en mars 1913 jusqu'aux cérémonies du cinquantenaire de Gettysburg quelques mois plus tard, c'est une véritable réhabilitation du Sud qui se produisit (Foster, 193-4). La réconciliation entre soldats blancs nordistes et sudistes passait sous silence la question de l'esclavage et excluait les Noirs, qui avaient pourtant largement contribué à la victoire de l'Union (Blight, 7-15). Une phrase clé du discours du président Wilson rappelait que cette réconciliation se fondait sur l'oubli de la querelle entre le Nord et le Sud :

We have found one another again as brothers and comrades, in arms, enemies no longer, generous friends rather, our battles long past, the quarrel forgotten—except that we shall not forget the splendid valor, the manly devotion of the men then arrayed against one another, now grasping hands and smiling into each other's eyes. (Blight, 11)

Lors des célébrations du cinquantenaire de la bataille de Gettysburg et, à quelques semaines près, du célèbre discours que son illustre prédécesseur Abraham Lincoln avait prononcé lors de l'inauguration du cimetière, la présence du président Wilson s'était imposée, en dépit de son refus initial de participer à cet événement (Blight, 7). Tout se passa comme si l'intervention présidentielle avait eu pour fonction de confirmer la vision officielle d'une paix des braves. Il s'agissait plus de mettre un point final au processus de réconciliation entre blancs du Nord et du Sud que d'en appeler à l'unité nationale dans un moment de crise grave en rappelant le souvenir des héros américains du passé, comme s'y essaieront des présidents plus récents. Cela n'enlève rien au caractère politique de l'événement, qui marqua bien le triomphe d'une vision de la

guerre indissociable de la suprématie blanche. Cette vision sera confirmée par le film raciste de D. W. Griffiths, *Birth of a Nation*, qui sera projeté à la Maison-Blanche deux ans plus tard et enthousiasmera le président Wilson, qui le qualifiera d'« histoire écrite avec la foudre » (Rogin, 151). L'enjeu politique était surtout de nature mémorielle, même si cette vision ratifiait l'existence de la domination blanche au Nord et au Sud des États-Unis. Aucune crise majeure ne poussait le président à exploiter le souvenir des morts américains pour rassembler la population autour de sa politique. Néanmoins, dès l'origine de cette cérémonie, on retrouve un des éléments constitutifs du nationalisme moderne selon la définition qu'en donne Benedict Anderson (Anderson, 203), la combinaison paradoxale de souvenir et d'oubli qui transforme des conflits traumatisants en des fratricides rassurants. Dans le cas de la guerre de Sécession, le processus de réconciliation entre frères du Nord et du Sud ne pouvait être rassurant qu'à condition d'oublier la cause du conflit, l'esclavage, et de passer sous silence la question du statut des Noirs émancipés.

À partir de la Première Guerre mondiale, le Jour du souvenir change de portée et acquiert son sens actuel : celui d'une commémoration des Américains morts au combat, quelle que soit l'époque. Les cérémonies et les discours qui les accompagnent se mettent à célébrer toutes les guerres, y compris la guerre d'Indépendance, pourtant antérieure à la guerre de Sécession. Ce changement est lié à deux évolutions importantes. D'une part, la disparition de la génération des anciens combattants de la guerre de Sécession favorise l'évolution de ce rituel, dont la première version avait atteint son accomplissement lors du cinquantenaire de la bataille de Gettysburg, célébré en 1913. D'autre part, les années 1920 et 1930 sont marquées par l'essor d'un nationalisme culturel encouragé par l'Etat fédéral, qui se met à intervenir dans un domaine qui était jusqu'alors du ressort du secteur privé. Bien que le New Deal ait accéléré le mouvement, il avait déjà commencé pendant les années 1920 (Kammen, 444). La crise de 1929 puis la Seconde Guerre mondiale ont, chacune à leur manière, contribué à cet essor, qui coïncide avec celui d'une présidence plus forte à partir des mandats de Franklin D. Roosevelt.

Quand les présidents s'emparent de *Memorial Day*

Pour mieux comprendre le sens des discours prononcés par les présidents américains lors de la journée du souvenir, il faut non seulement retracer l'histoire de cette cérémonie afin de comprendre son évolution et replacer cette évolution dans le cadre de l'essor d'un nationalisme culturel piloté par l'Etat fédéral, mais également rappeler l'évolution de la fonction présidentielle, notamment dans le domaine de la communication politique. Les présidents contemporains parlent de plus en plus souvent, entre autres pour célébrer les rites de la religion civile¹ (Bellah, 3-23). Depuis le milieu des années 1970, l'augmentation des discours rituels prononcés par les présidents est une réalité statistiquement démontrée (Benoit à la Guillaume, 87-89). Pour comprendre les raisons qui expliquent la généralisation des interventions présidentielles lors de la journée du souvenir depuis un quart de siècle, il faut par conséquent tenir compte d'un triple essor : celui du nationalisme culturel depuis les années 1930 (Bodnar : 1992, 251), celui d'une présidence forte et, plus récemment, depuis la fin des années 1970, celui de la ritualisation de la communication présidentielle, qui amène les locataires de la Maison-Blanche à multiplier les apparitions et les discours cérémoniels (Hart, 14-17).

Cette évolution se reflète dans notre corpus. Jusqu'à la fin des années 1970, le président des Etats-Unis intervient très épisodiquement lors de la journée du souvenir. D'après les *Public Papers of the Presidents*, qui compilent l'ensemble des discours des présidents, on ne trouve que onze interventions présidentielles lors de la journée du souvenir entre 1865 et 1931². Les présidents s'abstiennent de prononcer des discours la

¹ Aux Etats-Unis, ce terme renvoie à un ensemble de pratiques et de rituels qui s'appuient sur la diversité des traditions religieuses américaines pour louer la nation et ses institutions, sans que les références religieuses ne soient explicitement liées à une religion particulière.

² D'après les *Public Papers of the Presidents* (<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/>), les présidents interviennent en 1890, 1891, 1892, 1914, 1924, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931. Après une éclipse relative, on retrouve des discours en 1966, 1967, 1968, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1980, 1982, 1984, 1986, 1987, 1989, 1990. Depuis 1992, l'intervention présidentielle est systématique.

plupart des années, conformément à la tradition de rareté de la parole présidentielle qui précède l'avènement d'une présidence rhétorique (Benoît à la Guillaume, 23-34).

À la fin du dix-neuvième siècle, les rares exemples de discours présidentiels sont le plus souvent le fait de Républicains liés aux anciens combattants et à la puissante organisation qui les représente, la *Grand Army of the Republic* (GAR). Ainsi le discours prononcé par le président Benjamin Harrison, ancien général unioniste pendant la guerre, le 30 mai 1891 à Philadelphie, porte-t-il toutes les marques de l'attachement partisan à la cause nordiste, comme le montre la phrase qui l'introduit :

I esteem it a great pleasure to stand in this historic edifice, in this historic city, to take part to-day as a comrade of the Grand Army of the Republic in these instructive and interesting exercises, which have been instituted to keep alive in our hearts the memories of patriotic devotion and sacrifice.

Ce discours coïncide avec l'apogée de la GAR : « In 1890, the GAR's numbers peaked at more than 400,000 and the organization achieved enormous influence as a lobbying group for pensions and other policies. » (Blight, 171).

Pendant les vingt premières années du vingtième siècle, *Memorial Day* est délaissé par les présidents, à l'exception de la journée du souvenir de 1914. Ce discours s'inscrit dans le contexte de la célébration de la réconciliation nationale entre nordistes et sudistes que le cinquantenaire de la bataille de Gettysburg avait mis en scène de manière spectaculaire quelques mois plus tôt :

There is no other civil war in history, ladies and gentlemen, the stings of which were removed before the men who did the fighting passed from the stage of life. So that we owe these men more than a legal reestablishment of the Union. We owe them the spiritual reestablishment of the Union as well ; for they not only reunited States, they reunited the spirits of men. That is their unique achievement, unexampled anywhere else in the annals of mankind, that the very men whom they overcame in battle join in praise and gratitude that the Union was saved.

Comme en 1913, c'est l'unité et la fraternité nationale retrouvée que le président Wilson souligne, et non la question de l'émancipation des noirs, qui est totalement absente de son discours.

Entre le milieu des années 1920 et le début de la décennie suivante, on note un accroissement de la fréquence des discours présidentiels le Jour du souvenir. Cette recrudescence s'accompagne d'un changement de fonction. Au lieu de prôner la réconciliation entre nordistes et sudistes, désormais presque tous décédés, soixante ans après la fin du conflit, le président se saisit de l'occasion pour évoquer une question politique d'actualité dans le cadre solennel du cimetière national d'Arlington. Pour rester fidèle à l'esprit de sacrifice des soldats morts pour la patrie, le président préconise d'adopter une politique dans un domaine particulier.

Ainsi, le 30 mai 1924, Calvin Coolidge profite de la journée du souvenir pour évoquer une question politiquement très sensible : la possible adhésion des Etats-Unis à la Cour internationale de justice, créée en 1922. En raison de la force de l'isolationnisme, cette recommandation présidentielle ne sera pas suivie d'effets. Le 31 mai 1926, Coolidge réitère son allusion à la Cour internationale de justice, et y ajoute un plaidoyer pour la paix dans le monde, le désarmement et la résolution de la question de la dette. De même, le 30 mai 1927, le président Coolidge exploite la cérémonie pour rappeler ses initiatives visant à sauvegarder la paix dans le monde et à limiter les armements. Le 30 mai 1928, à Gettysburg, Coolidge défend à nouveau sa politique étrangère de paix et de désarmement ainsi que le pacte Briand-Kellogg, qui condamnera le recours à la guerre et sera finalement signé quelques semaines plus tard à Paris, le 27 août 1928. Le 30 mai 1929, le président Hoover consacre son discours aux moyens d'appliquer de manière concrète le pacte Briand-Kellogg. Le 30 mai 1931, les circonstances politiques poussent le président à faire du Jour du souvenir un moment de mobilisation nationale, au moment où le pays se débat dans une crise économique sans précédent. Pour ce faire, Hoover déplace la commémoration à Valley Forge, haut lieu de la guerre d'Indépendance, afin d'établir un parallèle entre les difficultés rencontrées par Washington pendant ce moment difficile de la guerre d'Indépendance et les difficultés économiques que la nation traverse. Les valeurs de courage, de persévérance et de sacrifice sont mises au service de la lutte contre la crise économique. L'efficacité politique de ces discours restera toutefois limitée face à la catastrophe économique, qui

emportera l'administration Hoover et conduira à l'élection de Franklin D. Roosevelt en 1932.

Les trente années qui suivent sont marquées par une éclipse relative de la parole présidentielle le Jour du souvenir³. Les présidents se contentent de publier des proclamations, conformément aux résolutions votées par le Congrès. Il faut attendre les années 1960, la lutte pour les droits civiques et la guerre du Viêtnam, pour que les présidents se ressaisissent occasionnellement du Jour du souvenir afin de défendre leur politique. Lyndon Johnson joue un rôle éminent dans ce domaine, avant et pendant sa présidence. L'année du bicentenaire de la bataille et du discours de Gettysburg, le vice-président Johnson s'empare de la journée du souvenir le 30 mai 1963 pour prononcer un discours à Gettysburg qui pointe la nécessité de défendre la liberté dans le monde mais aussi aux Etats-Unis, ce qui implique de mettre fin à la ségrégation de manière consensuelle, en évitant les extrémismes de tous bords : « The Negro says, "Now." Others say, "Never." The voice of responsible Americans--the voice of those who died here and the great man who spoke here--their voices say, "Together." There is no other way. » Les années qui suivent seront marquées par la guerre du Viêtnam et par la tentative des présidents successifs de justifier cette guerre impopulaire et les sacrifices qu'elle entraîne.

Une étude de cas révélatrice : le Viêtnam

Le cas de la guerre du Viêtnam est particulièrement intéressant en raison du traumatisme que cette intervention militaire a déclenché au sein de la société américaine. Les présidents successifs ont donc mobilisé les outils à leur disposition pour convaincre une opinion publique de plus en plus hostile. Interventions télévisées aux heures de grande écoute, conférences de presse et discours cérémoniels furent mis à contribution. C'est dans ce cadre que se comprend l'exploitation de *Memorial Day* par

³ Avant les années 1970, les présidents interviennent relativement peu souvent en public en dehors des grandes occasions : discours sur l'état de l'Union, discours d'investiture, conférences de presse notamment. La ritualisation systématique de cérémonies plus mineures est un phénomène récent, si bien que jusqu'aux années 1960, les interventions présidentielles lors de la journée du souvenir sont épisodiques.

les présidents américains à partir des années 1960. En effet cette cérémonie se prêtait tout particulièrement à la récupération politique dans la mesure où elle célèbre les morts de toutes les guerres, y compris donc ceux de la guerre du Viêtnam, que les présidents ont pu à loisir réhabiliter en les reliant aux morts des guerres victorieuses et glorieuses, guerre de Sécession ou Seconde Guerre mondiale notamment.

Mais il y a plus. La cérémonie de *Memorial Day* illustre parfaitement le processus de *disremembering* dont parle Benedict Anderson dans son ouvrage classique sur le nationalisme. (Anderson, 199-203). Il s'agit de produire des « fratricides rassurants » à partir de conflits traumatisants. Anderson tire son intuition du commentaire d'un passage du célèbre essai de Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?* dans lequel Renan affirmait : « Tout citoyen français doit avoir oublié la Saint Barthélémy, les massacres du Midi au XIII^e siècle. » Et Anderson ne manque pas de remarquer que Renan n'inclut pas la Commune de Paris, événement trop récent pour donner lieu à une relecture en termes de réconciliation fraternelle. L'intuition d'Anderson trouve une vérification empirique dans les discours prononcés par les présidents depuis les années 1960 lors de la journée du souvenir. Une lecture de ces discours permet de distinguer quatre manières successives d'aborder la guerre du Viêtnam : la tentative de justification de l'engagement américain (Johnson), le silence gêné (Nixon, Ford et Carter), la réhabilitation conservatrice (Reagan), et enfin le souvenir apaisé d'une guerre parmi d'autres (période actuelle). Dans ce cas aussi, il aura fallu une génération pour que les passions s'apaisent et que la lecture fraternelle finisse par l'emporter.

Dans un premier temps, c'est à la justification de l'intervention américaine que s'emploie le président lors de la journée du souvenir. Ainsi le 30 mai 1966 au cimetière d'Arlington, le président Johnson commence son allocution par une liste de 9 soldats morts au combat depuis la Seconde Guerre mondiale. Le dernier cité est le premier Américain mort au Viêtnam. L'objectif était clair : il s'agissait de relier l'intervention américaine au Viêtnam aux autres conflits de la période de la guerre froide. Le discours est entièrement consacré à la justification de la politique américaine au Viêtnam et à la condamnation du communisme international, seul responsable de la continuation de la

guerre. La tonalité de guerre froide du discours de Johnson et le lien établi avec les autres conflits rappelle la théorie des dominos, selon laquelle l'endiguement du communisme partout dans le monde est censé empêcher la chute de pays les uns après les autres sous la coupe des communistes. Le 30 mai 1967, les présidents des Etats-Unis et du Viêtnam du Sud (le général Thieu) échangent des messages qui restent dans la logique de la résistance commune des peuples libres contre l'agression communiste. La nature non orale, la brièveté et le ton de cet échange est toutefois symptomatique de la dégradation de la situation depuis l'année précédente, en raison probablement de la montée spectaculaire du mouvement anti-guerre aux Etats-Unis.

À partir de 1968, pendant une période qui durera jusqu'à l'arrivée du président Reagan au pouvoir, l'échec catastrophique de la politique américaine au Viêtnam s'accompagne d'un silence gêné des présidents successifs lors du Jour du souvenir. Les interventions présidentielles se font rares et mentionnent la guerre du Viêtnam sur un ton embarrassé. Ainsi, le président Nixon fait un très bref message radiodiffusé le 28 mai 1973 qui annonce que pour la première fois depuis douze ans le pays est en paix, les soldats sont tous rentrés du Viêtnam et les prisonniers sont libres. Le message radiodiffusé du 27 mai 1974 profite de la journée du souvenir pour prôner l'unité nationale en matière de défense, au-delà des partis. De manière tout à fait inhabituelle, il contient des références précises aux deux chambres du Congrès et aux dirigeants démocrates des commissions de la défense de ces deux assemblées. Le message de Nixon est clair : il s'agit de préserver la politique de défense et de sécurité du pays en dépit de l'échec cuisant subi au Viêtnam et du discrédit frappant la présidence suite au scandale du Watergate, qui était sur le point de forcer le président à démissionner. C'est un président sur la défensive, fortement affaibli, qui tente de préserver l'essentiel de la politique étrangère de son pays, par-delà les vicissitudes de la vie politique. En 1976, l'année du bicentenaire de l'indépendance, le président Ford place son discours prononcé au cimetière d'Arlington le 31 mai sous le signe de cet anniversaire et prononce un bref discours qui reste très général et s'abstient d'évoquer le moindre événement contemporain postérieur à Pearl Harbor. Pas un mot sur le Viêtnam, qui

reste un souvenir trop proche et trop douloureux. Comme il le fera pendant les semaines qui suivront, le président exploite les cérémonies du bicentenaire pour tenter de redonner le moral à son pays et pour endosser les habits de président de tous les Américains à quelques semaines du début de la campagne présidentielle de 1976.

C'est avec l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison-Blanche que s'amorce une entreprise systématique de révision de l'histoire visant à réhabiliter l'engagement américain au Viêtnam et à rendre hommage aux anciens combattants de cette guerre :

President Reagan was at the forefront of this effort to revise the memory of Vietnam and restore the myth of American innocence. During his run for the presidency in 1980, he had referred to Vietnam as a "noble crusade," a remark that evoked substantial public criticism at the time. But Reagan kept at it, and by 1988, in a Veteran's Day Speech at the Vietnam Veterans' Memorial, he felt confident enough to present the case for incorporating the struggle in Southeast Asia into the same mythical story that had already permeated the dominant public remembrance of World War II. Intent on erasing any legacy of Americans as efficient killers, the president referred to the men who fought in Vietnam as "gentle heroes" who "became champions of a noble cause." He acknowledged that citizens had been deeply divided over the war, but he argued that, after a decade of seeing all of the killing and turmoil that had taken place in Southeast Asia when Americans withdrew, "Who can doubt that the cause for which our men fought was just?" (Bodnar : 2010, 239)

Les cérémonies de commémoration de la journée du souvenir offrent au président l'occasion de mettre en pratique cette nouvelle orientation. Ainsi, le 31 mai 1982 au cimetière d'Arlington, Reagan mentionne discrètement, pour la première fois depuis la fin du conflit, les morts américains de la guerre du Viêtnam lorsqu'il évoque les tombes des soldats : « Each one marks the resting place of an American hero and, in my lifetime, the heroes of World War I, the doughboys, the GI's of World War II, Korea or Vietnam. » Les anciens combattants du Viêtnam sont donc eux aussi des héros, à l'instar de leurs glorieux aînés. Le 28 mai 1984, le président Reagan va beaucoup plus loin puisqu'il dédie la cérémonie tout entière aux anciens combattants du Viêtnam : son discours s'intitule : « Remarks at Memorial Day Ceremonies Honoring an Unknown Serviceman in the Vietnam Conflict ». Très habilement, Reagan met en scène l'enterrement d'un soldat inconnu mort au Viêtnam et rend hommage aux anciens combattants et à leurs familles. Il évoque le monument aux morts de la guerre qui venait

d'être inauguré à Washington⁴ et cite les paroles d'anciens combattants incompris et de familles toujours sans nouvelles de proches morts ou encore prisonniers au Viêtnam. L'habileté consiste ici à personnaliser l'hommage, comme Reagan savait si bien le faire dans ses discours, et à réécrire l'histoire du conflit du point de vue des anciens combattants incompris par leur propre peuple. Le sacrifice jusqu'alors non reconnu de ces soldats sert de levier pour réhabiliter une guerre qui avait profondément divisé le pays, sans toutefois ouvertement s'en prendre aux Viêtnameis ou aux opposants à la guerre, que l'entreprise de réhabilitation conservatrice ignore totalement : le consensus patriotique reformé exclut implicitement les opposants américains ou étrangers.

Enfin, depuis quelques années, les présidents américains évoquent la guerre du Viêtnam sur un mode plus apaisé. C'est notamment le cas du président Clinton dans ses diverses allocutions. Ancien opposant à la guerre lorsqu'il était étudiant, Bill Clinton incarne la réconciliation nationale et la normalisation du souvenir de cette guerre une fois devenu président. Ainsi, en 1993, quelques mois après sa prise de fonction, il prononce non pas un mais deux discours lors de la journée du souvenir. Et, de manière significative, l'un de ces deux discours a pour cadre le monument aux morts de la guerre du Viêtnam à Washington. Clinton met en avant l'héroïsme des soldats et l'unité nationale retrouvée :

Let us continue to disagree, if we must, about the war. But let us not let it divide us as a people any longer. No one has come here today to disagree about the heroism of those whom we honor. But the only way we can really honor their memory is to resolve to live and serve today and tomorrow as best we can and to make America the best that she can be. Surely that is what we owe to all those whose names are etched in this beautiful memorial. As we all resolve to keep the finest military in the world, let us remember some of the lessons that all agree on. If the day should come when our service men and women must again go into combat, let us all resolve they will go with the training, the equipment, the support necessary to win, and most important of all, with a clear mission to win.

On reconnaît ici les éléments de la doctrine Powell qui avait été appliquée lors de la première guerre du Golfe : professionnalisation des armées, supériorité technologique,

⁴ Rappelons que la construction du mur de commémoration sur lequel est gravé le nom des soldats morts au Viêtnam donna lieu à une controverse en raison de la modernité audacieuse de la sculpture de Maya Lin. On décida d'y adjoindre un second monument plus traditionnel, qui représente trois soldats.

logistique et numérique afin de gagner rapidement la guerre et d'éviter l'enlisement. Clinton y ajoute un critère politique, la clarté de la mission, qui s'avèrera plus difficile à mettre en œuvre dans la pratique. En 1994, il fait une allusion rapide aux anciens combattants du Viêtnam à la fin de son discours. De même, le 29 mai 2000, le président Clinton célèbre la paix retrouvée et fait une allusion aux restes de soldats portés disparus au Viêtnam qui viennent d'être enterrés à Arlington. En 1998, il reprend sur le mode mineur le thème reaganien des années 1980, mais sur un registre beaucoup plus détendu : son discours mélange adroitement l'hommage patriotique et la plaisanterie familière.

Enfin, le 28 mai 2012, dans le cadre solennel du cimetière d'Arlington, le président Obama a rendu l'hommage habituel aux Américains morts au combat. Il a commencé son allocution en reliant la dernière guerre en date à un conflit plus ancien : « From the jungles of Vietnam to the mountains of Afghanistan, they stepped forward and answered the call ». La suite de l'allocution est consacrée aux engagements américains en Irak et en Afghanistan. Obama rend hommage à des combattants morts en Irak et les relie à leurs glorieux aînés. L'histoire se répète : Obama fait avec l'Irak et l'Afghanistan ce que Reagan avait fait avec le Viêtnam, sauf qu'en 2012 les combattants des guerres actuelles sont comparés aux anciens combattants du Viêtnam, ce qui montre à quel point ces derniers sont pleinement rentrés dans le panthéon du souvenir nationaliste. C'est à l'aune du Viêtnam que désormais la bravoure des soldats des guerres actuelles, controversées elles aussi, se mesure.

Une exploitation routinisée et généralisée du souvenir

Depuis le début des années 1990, l'intervention des présidents lors de la journée du souvenir s'est systématisée et s'est routinisée. Ce dernier terme renvoie à la sociologie de Max Weber, qui distingue trois types idéaux de domination légitime, la domination légale-rationnelle, reposant sur « la croyance en la légalité des règlements arrêtés et du droit de donner des directives qu'ont ceux qui sont appelés à exercer la domination par

ces moyens », la domination traditionnelle, reposant sur « la croyance quotidienne en la sainteté de traditions valables de tout temps et en la légitimité de ceux qui sont appelés à exercer l'autorité par ces moyens » et la domination charismatique, « reposant sur la soumission extraordinaire au caractère sacré, à la vertu héroïque ou à la valeur exemplaire d'une personne, ou encore émanant d'ordres révélés ou émis par celle-ci » (Weber, 289). Pour Weber, la routinisation (ou « quotidianisation » comme préfèrent le dire Jean-Pierre Grossein et Étienne Balibar) du charisme du prophète permet la continuation de la domination sous d'autres formes. En même temps que l'intervention présidentielle se généralisait, elle a eu tendance à se routiniser. Désormais, tous les présidents prennent la parole lors de la journée du souvenir, le plus souvent au cimetière d'Arlington. Les discours prononcés se ressemblent de plus en plus, signe de la naissance d'un genre dont les précédents influencent les nouveaux orateurs, et ce d'autant que les *speechwriters* contribuent à la standardisation des discours. Qu'est-ce qui explique une telle évolution, perceptible depuis 1992, date depuis laquelle aucun président ne s'est abstenu de parler à cette occasion et quelles en sont les conséquences ?

Notons pour commencer que la généralisation des interventions présidentielles lors de la journée du souvenir s'inscrit dans une tendance plus générale, que les spécialistes de la communication des présidents ont noté depuis longtemps : « [...] les présidents des années 1960 (en gros de Kennedy à Nixon) et les présidents plus récents (de Ford à Reagan) ont participé à des événements à caractère cérémonial deux fois plus souvent en proportion, c'est-à-dire quatre fois plus souvent en chiffres bruts, que les présidents des années 1930 à 1950. » (Hart, 17). J'ai qualifié d' « inflation épideictique » une telle évolution (Benoît à la Guillaume, 87-89). Au lieu de se contenter de participer aux grandes cérémonies traditionnelles, cérémonie d'investiture, discours sur l'état de l'Union ou fête nationale, les présidents ont multiplié leurs interventions et étendu leur activité commémorative à des domaines jusqu'alors négligés, tels, entre autres, la journée du souvenir. Ils ont même parfois fait deux discours, à l'instar de Bill Clinton en 1993 et en 1999. Dans le premier cas, il s'est agi pour le président de s'adresser à la

nation entière, au cimetière d'Arlington, et aux anciens combattants du Viêtnam, au mémorial de Washington. Dans le second, le traditionnel discours prononcé au cimetière d'Arlington a été complété par un discours radiodiffusé plus bref.

Parmi les causes d'une telle frénésie de commémorations, on peut proposer des explications conjoncturelles et structurelles. Conjoncturellement, il n'est pas anodin de remarquer que la recrudescence de l'activité commémorative des présidents coïncide avec la présidence de Gerald Ford, entre 1974 et 1977. Arrivé au pouvoir suite à la démission de Richard Nixon, cette présidence a été marquée par le double traumatisme de la défaite américaine au Viêtnam et du scandale du Watergate. L'exploitation des commémorations, notamment lors du bicentenaire de 1976, peut se comprendre comme une tentative de redonner confiance à une nation démoralisée. Dans une certaine mesure, cette entreprise idéologique de remobilisation sera poursuivie par le président Reagan au cours des années 1980, avec sa campagne de réarmement moral. Structurellement, cette évolution renvoie probablement à des changements plus profonds. Le fait que la généralisation des interventions présidentielles lors de la journée du souvenir soit postérieure aux années 1970 témoigne de la persistance, voire de l'approfondissement, de cette tendance à la commémoration, qui dépasse la conjoncture qui l'a vu naître. Pour en rendre compte, il serait peut-être nécessaire de faire appel au concept de présentisme, développé par François Hartog. Selon cet historien, le présentisme est ce nouveau régime d'historicité qui résulte de la crise de l'avenir et du progrès. Quand les modèles ne viennent plus du passé ou de l'avenir, il reste le présent :

Ainsi le présent s'est-il étendu tant en direction du futur que du passé. Vers le futur : par les dispositifs de la précaution et de la responsabilité, par la prise en compte de l'irréparable et de l'irréversible, par le recours à la notion de patrimoine et à celle de dette, qui réunit et donne sens à l'ensemble. Vers le passé : par la mobilisation de dispositifs analogues. La responsabilité et le devoir de mémoire, la patrimonialisation, l'imprescriptible, la dette déjà. Formulé à partir du présent et pesant sur lui, ce double endettement, tant en direction du passé que du futur, marque l'expérience contemporaine du présent. (Hartog, 216)

Il n'est pas impossible que la généralisation des commémorations et des interventions des présidents américains à caractère cérémoniel ait quelque chose à voir avec ces changements que repère l'historien français.

Les conséquences de la généralisation des interventions présidentielles depuis 1989 sont doubles. On assiste à une certaine standardisation des allocutions, qui se ressemblent d'autant plus que les discours des années précédentes servent de modèles aux *speechwriters* qui les écrivent. Cette intertextualité forte est typique du discours présidentiel contemporain (Benoit à la Guillaume, 109-112). La standardisation s'accompagne d'une routinisation de la parole présidentielle. Concrètement, ces deux évolutions se traduisent dans les discours par une impression de redite assez saisissante. Cette intertextualité s'étend sur plusieurs années et dépasse les clivages partisans.

Ainsi la pratique consistant à faire l'éloge d'un héros peu ou pas connu, commencée par le président Reagan dans son premier discours d'investiture et poursuivie dans ses discours sur l'état de l'Union, trouve un écho persistant dans de nombreuses allocutions prononcées à l'occasion de la journée du souvenir. En 1989 en Italie, George Bush fait l'éloge du sergent Antolak et des frères Kasperkiv, héros morts au combat. En 1994 au cimetière d'Arlington son successeur Bill Clinton lui emboîte le pas et évoque le souvenir d'un ancien combattant de la guerre du Viêtnam, Lewis Puller, Jr.. En 1995, il évoque le souvenir de quatre Américains enterrés à Arlington, blancs et noirs, hommes et femmes, et à travers eux fait l'éloge de la diversité. En 1996 il fait de même avec cinq Américains récemment enterrés à Arlington. En 1997 il parle d'un Américain célèbre, George Marshall. En 2000, ce sont les restes de John Crowley, identifiés grâce aux tests ADN, qui sont évoqués par le président. Les présidents George W. Bush et Barack Obama poursuivent dans la même veine. Pendant chacun des huit discours prononcés pendant ses deux mandats entre 2001 et 2008, le président Bush loue un ou plusieurs soldats morts en racontant brièvement leur histoire. Depuis 2009, le président Obama a continué cette tradition presque tous les ans. De même on note que la plupart des discours sont désormais prononcés au cimetière d'Arlington, sauf lorsque le président

est en visite officielle à l'étranger, en Italie ou en France notamment, et profite de l'occasion pour rendre hommage aux morts américains enterrés dans des cimetières militaires français ou italiens.

Formatés par les *speechwriters* et influencés par les exemples des années précédentes, les discours prononcés à l'occasion de *Memorial Day* par le président des Etats-Unis se ressemblent donc de plus en plus. C'est dans ce cadre de plus en plus strictement défini et balisé que les présidents insèrent parfois, lorsque la situation politique le commande, une allusion à un problème d'actualité qui leur tient à cœur.

Conclusion

La journée du souvenir a bien changé depuis la guerre de Sécession. Elle s'est institutionnalisée et a été exploitée par les présidents, d'abord de manière occasionnelle, puis de façon systématique. Avec d'autres cérémonies officielles et d'autres discours qui ont proliféré depuis une trentaine d'années, la journée du souvenir est contemporaine de la crise du politique inaugurée aux USA par la guerre du Vietnam et le scandale du Watergate. *Memorial Day* a permis aux présidents successifs de contribuer à atténuer le traumatisme majeur de la guerre du Vietnam en la transformant en une guerre comme les autres et en faisant de ses anciens combattants des héros dignes d'être célébrés comme les anciens combattants des autres guerres. Depuis la fin des années 1980, la cérémonie et le discours qui l'accompagne se sont généralisés et routinisés, dans la foulée de l'entreprise de réarmement moral commencée par Gerald Ford et poursuivie par Ronald Reagan. Mais cette évolution renvoie sans doute également à une tendance plus profonde : l'avènement du présentisme, avec son cortège de commémorations, voire, si l'on en croit François Hartog, la « dimension autocomméorative de tout événement » (Hartog, 133). L'omniprésence du genre épideictique, genre cérémonial de louange ou de blâme, que Barbara Cassin remarquait (Cassin, 200), ne marque pas/plus uniquement la classique exploitation par l'orateur de l'occasion (*kairos*) à des fins d'autocélébration. Elle signe aussi le glissement vers le

présentisme, l'absence de projection vers un avenir radieux ou vers des exemples rassurants tirés du passé.

Bibliographie

Sources primaires

Les *Public Papers of the Presidents*, qui compilent l'ensemble des discours des présidents américains, sont disponibles en ligne sur le site de l'American Presidency Project hébergé par l'université de Californie à Santa Barbara :

<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/>

Sources secondaires

Anderson, Benedict, *Imagined Communities : Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, London, Verso, 1991.

Bellah, Robert N., « Civil Religion in America », in *Religion in America*, edited by W. Mc Loughlin and R. Bellah, Beacon Press, Boston, 1966.

Benoit à la Guillaume, Luc, *Quand la Maison-Blanche prend la parole : le discours présidentiel de Nixon à Obama*, Berne, Peter Lang, 2012.

Blight, David W., *Race and Reunion: The Civil War in American Memory*, Cambridge, Harvard University Press, 2001.

Bodnar, John, *Remaking America: Public Memory, Commemoration and Patriotism in the Twentieth Century*, Princeton, Princeton University Press, 1992.

Bodnar, John, *The Good War in American Memory*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2010.

Brundage, William Fitzhugh, *The Southern Past. A Clash of Race and Memory*, Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press, 2005.

Cassin, Barbara, *L'Effet sophistique*, Paris, Gallimard, 1995.

- Foster, Gaines M., *Ghosts of the Confederacy. Defeat, the Lost Cause, and the Emergence of the New South, 1865 to 1913*, New York, Oxford University Press, 1987.
- Hart, Roderick, *The Sound of Leadership: Presidential Communication in the Modern Age*, Chicago, The University of Chicago Press, 1987.
- Hartog, François, *Régimes d'Historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003.
- Kammen, Michael, *Mystic Chords of Memory: The Transformation of Tradition in American Culture*, New York, Knopf, 1991.
- Rogin, Michael, « “The Sword Became A Flashing Vision”: D. W. Griffith’s *The Birth of A Nation* », in *Representations*, The University of California Press, 9, Winter 1985.
- Weber, Max, *Économie et Société, Tome 1, Les catégories de la sociologie*, Paris, Plon, 1971.